

[Le contenu de l'ACTA rendu public par l'Union européenne](#)

Les eurodéputés en avaient [fait la demande](#), les négociations de Wellington en Nouvelle-Zélande l'avaient promis. Le texte sur l'accord commercial anti-contrefaçon (**ACTA** pour Anti-Counterfeiting Trade Agreement) a été publié « *publiquement* ». Ses 39 pages en anglais sont disponibles au [format PDF](#) sur le site de l'Union européenne.

Rappelons que ce texte vise à **installer un cadre international de lutte contre la contrefaçon en ligne** tant sur les biens matériels (dont les produits de luxe et les médicaments) qu'immatériels (contenus à vocations culturelles dont la musique et le cinéma au premier rang). Initiative légitime en soi si sa préparation par une quarantaine de pays ne s'était pas faite dans l'ombre à l'écart du débat public. **Un bon moyen de faire monter la mayonnaise paranoïaque** sur les intentions anti-démocratiques du processus et ses conséquences sur l'ensemble de la société civile en matière de libertés privées.

La pression des ONG, du Parlement européen, d'institutions diverses et autres initiatives citoyennes a finalement permis d'apporter **une certaine transparence** aux négociations. Si la publication du texte constitue une avancée majeure, cela ne rend pas son contenu légitime pour autant.

*« Toutes les fuites ont jusqu'à présent montré que l'ACTA pourrait remettre gravement en cause la liberté d'expression, l'accès aux médicaments et l'innovation dans la société de la connaissance, déclare **Jérémié Zimmermann**, porte-parole de l'initiative citoyenne La Quadrature du Net. Cette publication officielle semble indiquer que c'est toujours le cas. Nous devons continuer à refuser à tout prix que des négociateurs non-élus mettent seuls en place des politiques aux conséquences graves sur ces aspects fondamentaux de nos sociétés. »* Dans ce cadre, la Quadrature invite les internautes à [apporter leurs commentaires](#) au contenu de l'ACTA.

Un travail important qui pourrait peser sur les prochaines négociations sur l'ACTA prévues le 28 juin prochain en Suisse. S'y retrouveront les représentants des Etats-Unis, de l'Union européenne, du Canada, du Mexique, du Japon, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Singapour, de la Corée du Sud, du Maroc, et de la Suisse.